

délibération :  
D\_2019\_1\_1

Nombre de conseillers en  
exercice : 19

Présents : 14

Votants : 19

**Objet : Autorisation  
d'engager et de mandater  
les dépenses  
d'investissement avant le  
vote des budgets 2019**

**SEANCE DU JEUDI 31 JANVIER 2019**

L' an deux mille dix neuf , le jeudi 31 janvier à 20 h 30, le Conseil Communal dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire Salle du Conseil Municipal - Mairie, sous la présidence de Monsieur BRUNEAU Alain, Le Maire.

Date de convocation du : 24 Janvier

**Présents** : Monsieur BRUNEAU Alain, Madame BIGEON Michèle, Monsieur VIDAL Bernard, Monsieur LOUSTALNEAU Jean-Louis, Monsieur CARAYOL Alain, Madame FORSES Florence, Monsieur MARRONCLES Pascal, Monsieur DUFOUR Frédéric, Madame PRADEL Céline, Monsieur RODIER Jean-François, Madame BASTIEN Joëlle, Monsieur MARRE Francis, Madame RUELLE Prisca, Monsieur DURAND Fabrice

**Pouvoirs** :

Madame ROUX Eliane a donné pouvoir à Monsieur MARRONCLES Pascal

Madame BAC Elodie a donné pouvoir à Monsieur BRUNEAU Alain

Madame MONJOU Marilyne a donné pouvoir à Madame FORSES Florence

Monsieur PIJOLAT Jean-Louis a donné pouvoir à Monsieur LOUSTALNEAU Jean-Louis

Madame GARNESSON Catherine a donné pouvoir à Madame BASTIEN Joëlle

**Absent(s)** :

**Excusé(s)** : Madame ROUX Eliane, Madame BAC Elodie, Madame MONJOU Marilyne, Monsieur PIJOLAT Jean-Louis, Madame GARNESSON Catherine

**Secrétaire de Séance** : Madame Florence FORSES

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit que, dans l'attente du vote du Budget Primitif, le Maire, après autorisation du Conseil Municipal, peut engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts sur l'exercice précédent.

L'organe délibérant doit s'engager en contrepartie à inscrire les crédits nécessaires dans les budgets 2019.

Par contre, les crédits afférents au remboursement de la dette, ceux relatifs aux Restes à Réaliser de 2018 peuvent être liquidés sans contraintes de vote préalable du budget ou d'autorisation du Conseil.

Afin de ne pas retarder certaines opérations d'investissement et de garantir le respect des délais de paiement, il est proposé au Conseil de mettre en application les dispositions susvisées de l'article L.1612-1 du CGCT pour le budget 2019 de la Commune .et pour chacun des chapitres ouverts au sein de ceux-ci dans les limites définies dans le tableau ci-dessous.



**Affectation et montant des crédits pouvant être engagés et mandatés  
avant le vote du budget primitif 2019 :**

Chapitre _ Libellé nature	ARTICLE - OPERATION	Crédits ouverts en 2018 (BP + DM) ( hors reports)	Montant Autorisé avant le vote du BP 2019
20 - Immobilisations incorporelles	204181-12 (éclairage public)	19824.48	4956.12
	2051- ONA (concessions ....)	4500.00	1125.00
	2041411-ONA (Cmns du GFP _ Biens mobilier...)	12000.00	3000.00
	<b>TOTAL</b>	<b>36324.48</b>	<b>9081.12</b>
21 - Immobilisations corporelles	2112- 10001 (voirie)	15000.00	3750.00
	2184- 28 (travaux bâtiment)	5000.00	1250.00
	21 _ONA	4600.00	1050.00
	<b>TOTAL</b>	<b>24600.00</b>	<b>6150.00</b>
23 _ Immobilisations en cours	2313 _ 28 (travaux bâtiment)	720400.00	180100.00
	2313-10005 (aire de jeux )	9700.00	2425.00
	2315 _ 10001 (voirie)	88500.00	22125.00
	<b>TOTAL</b>	<b>818600.00</b>	<b>202225.00</b>
<b>Total des dépenses d'investissement (hors dette)</b>		<b>879524.48</b>	<b>219881.12</b>

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal décide :**

- **DE PRENDRE** acte que Monsieur le Maire peut, avant le vote du budget 2019 de la Commune, liquider et mandater les Restes à Réaliser de 2018, le capital de la dette ;
- **D'AUTORISER** le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement de 2019 avant le vote du budget 2019 dans la limite des crédits et représentant 25 % maximum des crédits ouverts au budget de l'exercice 2018, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.
- **de reprendre** ces crédits au budget 2019.

**Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0**



Au registre sont les signatures,  
Pour copie conforme,  
Le Maire,  
A.BRUNEAU